

400 euros pour tous ! Indexation des salaires ! Boycott de la « conférence sociale » !

Les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 4,9 % depuis un an (INSEE, 29 septembre). Mais l'inflation affecte davantage les travailleurs car ils sont obligés de dépenser dans l'alimentation (dont les prix ont augmenté de 9,8 %) et dans l'énergie (+11,5 %). Par conséquent, des millions de salariés à temps partiel ou en contrat précaire, leurs enfants étudiants, les retraités à maigre pension de retraite, etc. passent de la pauvreté à la misère. D'où les appels au secours des organisations de charité.

Mais, tout l'automne et l'hiver 2022, les dirigeants syndicaux ont discuté avec le gouvernement de « la réforme des retraites ». Au printemps, les dirigeants syndicaux ont empêché la grève générale par des journées d'action à répétition et des grèves reconductibles dispersées. Ils ont fait croire que le Conseil constitutionnel empêcherait Macron de nuire. Avec LFI, le PS et le PCF, les chefs syndicaux ont mis ensuite sur un bloc pourri à l'Assemblée nationale avec EELV, les LIOT et le RN. Résultat : une défaite supplémentaire et une baisse du salaire global puisqu'il faut désormais travailler jusqu'à 64 ans pour une pension à taux plein si on a cotisé 43 ans, sinon attendre 67 ans.

Le 29 août, la secrétaire générale de la CGT s'est pourtant rendue, à l'invitation du président, au palais de l'Élysée. Binet, qui soutenait hier le bloc avec Le Pen contre Macron au parlement, donne maintenant des conseils à Macron pour éviter que Le Pen lui succède.

La situation dans le pays me paraît très inquiétante... on peut parler de rupture, avec de possibles conséquences électorales au profit de l'extrême droite... À force de ne pas tenir compte de l'avis des organisations de salariés et de l'opinion, beaucoup de femmes et d'hommes vont considérer qu'il n'y a pas d'autre alternative que Marine Le Pen... il n'existe qu'une seule voie pour apaiser la colère et tourner la page : la tenue d'un référendum sur les retraites.
(Sophie Binet, citée par *Le Monde*, 1^{er} septembre)

Macron a reçu le lendemain 30 août, à Saint-Denis, les dirigeants de tous les partis politiques présents au parlement. Les chefs du PCF, de LFI et du PS sont allés papoter et dîner avec le président, les chefs de LR et du RN. Ce jour-là, ils ont oublié d'empêcher Macron de parler avec des casseroles. Ils l'ont respectueusement écouté. Il leur a annoncé qu'il convoquait une « conférence

sociale » le 16 octobre sur « les bas salaires » et qu'il reconvoquerait les partis.

Les chefs des partis « réformistes » vont-ils retourner à Saint-Denis ? Le 16, les dirigeants syndicaux vont-ils faire de nouveau des « propositions » au gouvernement au service de la grande bourgeoisie française ? Ce même gouvernement qui interdit les manifestations de soutien aux Palestiniens et qui justifie la colonisation de la Palestine (comme EELV, LR, le RN), qui s'en prend aux réfugiés et aux travailleurs étrangers (même si ce n'est jamais assez pour les LIOT, LR et le RN), qui traite les chômeurs comme des paresseux (avec l'approbation de LR et du RN), qui refuse d'augmenter le smic au-delà de l'inflation moyenne (avec le soutien de LR et du RN), qui exempte largement de cotisations sociales les patrons (avec le soutien de LR et du RN).

Assez de « partenariat », assez de « concertation », assez de « cogestion » ! Sur les lieux de travail, de vie et d'études, dans les syndicats, il faut exiger la rupture avec Macron et imposer le front unique ouvrier pour :

- Boycott de la prétendue conférence sociale !
- Augmentation immédiate de 400 euros pour tous les salariés ! Échelle mobile des salaires, des allocations chômage, des pensions de retraite, des minimums sociaux, des allocations familiales et des bourses d'études sur les prix !
- Gratuité des études, annulation de toutes les dettes bancaires contractées pour les études, allocation d'études pour tous les étudiants !
- Blocage des loyers, des prix alimentaires et de l'énergie ! Aucune expulsion de locataire !
- Suppression des impôts sur la consommation des travailleurs ! Suppression des cotisations sociales à la charge des salariés !
- Interdiction des LBD, autodéfense des manifestations et des grèves contre les flics et les casseurs !
- Gouvernement ouvrier, États-Unis socialistes d'Europe !

10 octobre 2023

